

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 13 au 19 septembre 2018

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation Mexique / Etats-Unis

Négociations de l'ALENA : Moisés Kalach, leader du « Cuarto de Junto » (groupe d'entreprises mexicaines accompagnant les négociations de l'ALENA), affirme que le texte de l'accord sera remis au Congrès américain et rendu public au plus tard le 30 septembre (même s'il n'est pas terminé à 100%) et que le Canada pourra rejoindre l'accord après cette date. M. Kalach est confiant sur la signature de l'accord par le Président D. Trump le 29 novembre bien que l'incertitude perdure sur le caractère trilatéral de l'accord.

Le Mexique et les Etats-Unis se seraient mis d'accord pour réduire le quota d'importation en dessous duquel les biens issus du secteur textile bénéficient d'un tarif préférentiel, même s'ils ne respectent pas les règles d'origines définies par l'ALENA.

Les négociations ont donné lieu à une hausse de 50 à 100 USD de la valeur maximum d'un bien pouvant être importé au Mexique et exempté de droit de douane via le e-commerce ou par colis. Selon les représentants du secteur textile, ces nouvelles règles porteraient préjudice au secteur car les produits en provenance des Etats-Unis entreraient au Mexique sans payer de TVA ou de droit de douane et sans nécessairement respecter les normes mexicaines.

Economie

Citibanamex revoit à la baisse sa perspective de croissance pour 2018 (de 2,3% à 2,1%) et maintient celle pour 2019 (1,9%). La banque modifie également ses prévisions pour l'inflation et le taux de change : elle anticipe une inflation de 4,5% et un taux de change à 19,7 MXN/USD à la fin 2018 (contre 4,2% et 19,3 précédemment). Pour fin 2019, elle prévoit une inflation de 4% et un taux de change de 20,0 MXN/USD (contre 4,2% et 19,5 précédemment).

Le Président élu, Andrés Manuel López Obrador (AMLO), a créé la controverse en affirmant que le pays était en faillite. S'il est par la suite revenu sur ce terme, il a cependant maintenu que le pays était en état de crise. Cette "crise" se traduit d'après lui par l'augmentation de la pauvreté (qui touche 7 Mexicains sur 10), l'augmentation de l'insécurité (taux d'homicide de 25 pour 100 000), le manque de dynamisme de la croissance économique et le chômage persistant. Le secteur privé ainsi que le Ministère des Finances ont pour leur part défendu les "finances saines" et la "stabilité financière" du pays.

L'OCDE place le Mexique parmi les pires pays de l'OCDE en termes de recherche et développement (R&D), dans le secteur public comme privé. Selon l'étude *Science, technologie et innovation: Perspectives de l'OCDE 2016*, le Mexique est très loin du niveau moyen des pays de l'OCDE en termes d'investissement public comme privé en R&D, de publications dans des revues scientifiques, de brevets déposés par les universités ou les laboratoires publics... Les dépenses internes brutes en R&D du Mexique s'élèvent à 11,6 Mds USD, soit seulement 1% du total investi par les 37 pays qui composent l'OCDE.

L'assureur MAPFRE prévoit que 31% du parc automobile mexicain sera assuré à la fin de l'année 2018, soit une croissance de 55% depuis 2011. Le marché de l'assurance automobile mexicain est estimé à 29,3 Mds MXN (1,32 Mds EUR), en croissance de 8% par an.

L'emploi manufacturier a crû de 2,4% g.a. en juillet (INEGI). 14 des 21 sous-secteurs de l'industrie manufacturière ont connu une croissance de l'emploi. L'emploi dans le sous-secteur de la construction de matériels de transport a connu la plus forte croissance (+7,3% g.a.). L'emploi au sein du sous-secteur de la production de produits dérivés du pétrole et du charbon a connu une baisse de 5,9% g.a.

Projet d'aéroport international de Mexico : le Conseil de Coordination des Entreprises (CCE) continue de faire pression sur le futur gouvernement pour que celui-ci n'annule pas la construction en cours du Nouvel Aéroport International de la Ville de Mexico (NAIM). Selon le Président du CCE, suspendre le chantier de Texcoco aurait un coût de 120 Mds MXN (5,4 Mds EUR). Le CCE propose la création d'une « zone spéciale à impact social » dédiée aux 8 municipalités proches du NAIM, actuellement marginalisées.

Selon des ingénieurs aéronautiques, abandonner la construction du NAIM au profit du projet alternatif proposé par AMLO (celui d'opérer simultanément les aéroports de Santa Lucia et Benito Juarez) entraînerait une perte de compétitivité à court terme pour le secteur et ne permettrait pas de résoudre l'actuel problème de saturation. Selon le Collège des Pilotes d'Aviation de Mexico, le problème de saturation se poserait à nouveau dans 5 à 7 ans si le projet alternatif est retenu.

Finances publiques

En 2017, le Gouvernement Fédéral a dépensé 9 fois le montant approuvé pour le Ramo 23 dans le cadre du budget voté par l'Assemblée Législative (58,54 Mds MXN vs. 6 487 Mds MXN). AMLO projette de baisser de 13,8% les fonds budgétés pour ce poste de dépenses. Le simple respect des dépenses approuvées pour le Ramo 23 aurait un impact budgétaire important.

Le projet de budget transmis aux députés du parti MORENA prévoirait un montant de dépenses supérieur de 7,5 % au budget approuvé pour l'année 2018, soit un budget de 5 677,2 Mds MXN.

Augmenter le nombre et le montant des pensions de retraite ferait pression sur les finances publiques, selon la Amafore, l'association mexicaine des fonds de pensions. La Amafore révèle que ces dépenses sont le 3^{ème} poste de dépenses publiques le plus important, après les dépenses d'éducation et le paiement des intérêts de la dette.

La direction des finances de Pemex a demandé à sa filiale Pemex Exploration et Production (PEP) de réduire ses dépenses de 9 236 Mds MXN (417,3 M EUR). Cette demande s'inscrit dans l'objectif de réduction du déficit de Pemex de 30 Mds MXN (1,36 Md EUR) d'ici la fin de l'exercice fiscal 2018.

La décentralisation du Gouvernement impliquerait une dépense de 140 Mds MXN (6,33 Mds EUR), selon l'Association Mexicaine des Professionnels de l'Immobilier (AMPI). Selon eux, elle impliquerait le déplacement de 100 000 fonctionnaires.

Le projet du Président élu pour la frontière Nord générerait un manque à gagner fiscal de 40 Mds MXN (1,81 Mds EUR), selon le document de travail pour le budget élaboré par l'équipe de transition. Le projet « dernière fenêtre », sur une frange distante de 30km de la frontière étatsunienne, prévoit une baisse de la TVA à 8%, une augmentation du salaire minimum et une baisse de l'impôt sur la rente à 20%.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 20/09/2018
Bourse (IPC)	-0,25%	-1,65%	49 530,51
Risque pays (EMBI+Mx)	-5,7%	+1,6%	183
Taux de change USD/Peso	-1%	+6,4%	18,83
Taux de change Euro/Peso	+0,55%	+3,8%	22,06
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	+2,4%	+43,9%	70,2

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

Les transferts de migrants (remesas) continuent d'affluer, en augmentation dans toute la région, notamment grâce à la bonne santé de l'économie américaine. Depuis janvier, le Guatemala, le Salvador et le Honduras ont reçu respectivement 6 Mds USD (+12% g.a), 3,6 Mds USD (+10% g.a) et 3,2 Mds USD (+9% g.a) de remesas. Au Nicaragua, l'afflux de remesas accumulé entre janvier et juillet a augmenté de 8% (g.a).

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Selon l'Institut centroaméricain des études budgétaires (ICEFI), le budget du gouvernement central est passé de 19,6% du PIB en 2014 à 21,4% en 2018. Cette croissance du budget est due aux investissements publics dans l'éducation ou dans la sécurité (supérieurs aux autres pays de la région) et à la croissance du coût du service de la dette.

L'Assemblée a accepté l'absorption de Bancrédito par Banco de Costa Rica (BCR). Cette opération offrira à la BCR l'opportunité de renforcer ses activités et d'améliorer son positionnement dans certaines régions du pays, principalement Cartago et Turrialba.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

La croissance du PIB est estimée par la Banque du Guatemala à 2,9% pour 2018 et à 3,1% pour 2019. Ces estimations sont réalisées alors que la confiance en l'économie est en baisse par rapport à l'an dernier : l'indice de confiance de l'activité économique a enregistré une baisse de 33% en juillet (en glissement annuel) et de 20% en août.

La Ministre du Travail Leticia Teleguano et le Ministre des Finances Julio Héctor Estrada ont annoncé leur démission. En moins de 3 ans, près de 15 changements de postes ont été effectués. Ils sont, pour la plupart, le fruit d'une contestation des décisions du gouvernement Morales.

La faiblesse des investissements en infrastructures pourrait porter préjudice au Guatemala, notamment dans le domaine du transport : le pays occupe le 106ème rang mondial (sur 137 pays) en termes d'efficacité du transport. Le pays ne détient que 2 des 20 aéroports internationaux d'Amérique centrale (contre 4 au Honduras et Costa Rica et 7 au Panama) et 4 des 43 ports de la région. L'impact pour les entreprises d'un faible investissement dans les infrastructures est une hausse des coûts logistiques, coûts qui représenteraient entre 30 et 40% de la valeur finale d'un produit.

Les exportations de l'industrie digitale ont atteint 400 M USD en 2017. Ces services s'adressent à près de 8 000 clients locaux et plus de 4 000 internationaux.

Malgré un fort dynamisme, l'activité économique hondurienne ralentit légèrement : l'Indice Mensuel d'Activité Economique (qui se base sur le volume mensuel de la production nationale) a enregistré une hausse de 3,7% en juillet 2018, contre 5,1% à la même période en 2017. Cette croissance est tirée par l'activité des assurances et des fonds de pension ainsi que par celle de l'industrie manufacturière.

La banque Ficohsa a été récompensée par Global Finance comme étant l'une des meilleures banques digitales de la région pour l'excellence de sa nouvelle plateforme Interbanca. Ficohsa est la 5^{ème} banque régionale en termes d'actifs (4,2 Mds USD) et est présente au Guatemala, au Nicaragua, au Panama ainsi qu'aux Etats-Unis avec Ficohsa Express, une agence de transferts de fonds.

Au 1^{er} semestre 2018, la croissance économique a augmenté de 3,7% en g.a. Il s'agit du plus faible taux de croissance au 1^{er} semestre, depuis 2009 (2,4%), durant la crise financière internationale. Ce ralentissement s'explique en partie par la grève, d'un mois, des travailleurs de la construction.

Au 1^{er} semestre 2018, le compte courant affiche un déficit de 1,8 Mds USD soit une réduction de 8,4% par rapport au 1^{er} semestre 2017. Les déficits de la balance des biens (4,901 Mds USD) et des revenus (2,171 Mds USD) ont cependant augmenté de respectivement 4,6% et 7,4%. Le compte courant a bénéficié de l'excédent de la balance des services qui s'est amélioré de 10,3% (5,263 Mds USD) et de la réduction de 71% du déficit du compte des transferts courants (17,1 M USD). **Par ailleurs, au 1^{er} semestre, les investissements directs étrangers (IDE) ont baissé de 13,2% en g.a., atteignant 2,3 Mds USD.**

Le ministère de l'Economie et des Finances prévoit une réduction du rapport dette sur PIB, de 36,9% en 2018 à 34,2% en 2023, grâce aux nouvelles limites de déficit budgétaire proposées dans la réforme de la Loi de Responsabilité Sociale et Budgétaire (LRSB). Sans réforme, les projections indiquent également une baisse de la dette nette, mais à un taux plus faible, atteignant 34,8% du PIB en 2023.

Cinq mois après le début de la crise sociopolitique au Nicaragua, la Fondation du Nicaragua pour le développement économique et social (FUNIDES) estime qu'en 2018, le PIB se contractera entre 2,1% et 4% en termes réels. L'ampleur de la contraction dépendra de l'évolution de la situation : dans un scénario « optimiste » où les violences se calment, les pertes pourraient atteindre 946 M USD tandis que dans un scénario plus pessimiste, où les violences perdurent, elles pourraient atteindre 1,2 Mds USD. Les deux scénarios impliquent des conséquences très néfastes pour l'emploi et pour l'évolution de la pauvreté – on compte 143 000 pauvres supplémentaires du fait de la crise, faisant passer le taux de pauvreté de 29,6% à 34,8% de la population. Les activités économiques qui ont été le plus touchées par la crise sont le commerce et la construction, suivis des hôtels/restaurants. Conséquence de la crise, les dépôts bancaires ont diminué de 19% entre fin mars et début septembre.

Les producteurs locaux doivent faire face à la chute des prix internationaux des principaux produits exportés par le Nicaragua, lesquels sont achetés en-dessous des coûts de production, engendrant des pertes conséquentes. Le café, le sucre de canne et la viande bovine (46% des recettes d'exportations) sont les produits les plus affectés par cette crise.

Le marché automobile au Salvador se renforce : Suzuki espère une hausse de 5% de ses ventes. En 2017, le secteur automobile a dépassé les 12 000 voitures vendues et **le parc automobile du pays a augmenté de 7,8%**. Le groupe Trader, distributeur de la marque Suzuki, espère passer de 25 à 35 unités mensuelles vendues. Cette augmentation de la demande serait également une opportunité pour les concessionnaires automobiles français.

L'Association des Banques Caribéennes soutient les efforts d'intégration régionale de la Caribbean Community (CARICOM). Les banques membres de cette association ont mentionné l'objectif de développement d'un marché des capitaux régional intégré.

Un protocole d'entente a été trouvé entre la Jamaïque, Cuba, la République Dominicaine et le Mexique, afin de développer le tourisme multi-destination. Ce projet vise l'harmonisation de la législation, une meilleure connectivité aérienne et la facilitation de l'obtention de visas.

Le gouvernement pourrait privatiser l'industrie de la canne à sucre. La Barbade et le FMI ont annoncé avoir conclu un accord qui permettra au pays d'avoir accès à près de 300 M USD pour soutenir un programme visant à redresser l'économie. Dans le cadre de cet accord, le gouvernement doit cesser de subventionner (6 M USD) la *Barbados Agricultural Management Company Limited* (BAMC), selon le ministère de l'Agriculture.

La Banque centrale d'Haïti a perçu 120 M USD depuis 2011 via la taxe appliquée aux transferts monétaires des migrants haïtiens. Un impôt forfaitaire de 1,50 USD est imposé sur toutes les transactions financières entrantes et sortantes, dans le cadre du Fonds National pour l'Éducation.

Le Président de la République a appelé le Premier Ministre à s'assurer de la transparence totale concernant l'enquête sur l'usage des fonds de PetroCaribe.

Le groupe chinois Jiuquan Iron & Steel prévoit d'investir 6 Mds USD sur 5 ans, afin de stimuler la production d'aluminium dans sa raffinerie Alpart. Le groupe souhaite augmenter la production à 3,6 millions de tonnes par an (vs. 1,6 million actuellement). Il s'agit du plus important investissement jamais reçu sur l'île, qui devrait aider à stimuler la croissance économique (5% d'ici 2020, contre 1,8% en 2017, selon le Ministère de l'Industrie).

Le rapport Doing Business de la Banque Mondiale a classé la Jamaïque au 5^{ème} rang des meilleures économies pour la facilité à créer une entreprise. La Jamaïque est toutefois 70^{ème} au classement général.

L'inflation en août se situe à 3,87% (g.a.), selon la Banque centrale, chiffre compris dans la cible de 4% (±1%).

Entre janvier et août, le nombre de touristes a crû de 5,5%, en comparaison à la même période l'année dernière, aidée par la situation économique favorable aux États-Unis (43,6% du total des touristes).

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.